



Vive le PCF (mlm) !

La Chine populaire du Grand Bond en Avant

La mise en place d'une nouvelle administration centralisée

Le premier octobre 1949, Mao Zedong proclame la fondation de la République populaire de Chine. Lui-même est élu président du Conseil du Gouvernement populaire central, par une Conférence consultative politique du peuple chinois.

Celle-ci regroupe le Parti Communiste de Chine, les organisations démocratiques, l'Armée Populaire de Libération, des représentants des minorités ethniques ; elle a adopté un Programme commun.

Le pays va être rapidement divisé en six grandes régions administratives, au fur et à mesure de la reconquête de toute la Chine continentale d'ici la fin de l'année 1949 :

- l'aire du Huabei, c'est-à-dire le Nord, avec le Hebei, le Shanxi, le Chabar, le Suiyuan, le Pingyuan, ainsi que les municipalités de Pékin et Tianjin ;
- l'aire du Dongbei, c'est-à-dire le Nord-Est, avec la Mandchourie et le Jehol ;
- l'aire du Xibei, c'est-à-dire le Nord-Ouest, avec le Shenxi, le Gansu, le Ninqxia, le Qinghai, le Sinjiang, ainsi que la municipalité de Xian ;
- l'aire du Huadong, c'est-à-dire l'Est, avec le Jiangsu, le Zhejiang, l'Anhui, le Fujian, le Shandong, ainsi que les municipalités de Shanghai et de Nankin ;
- l'aire du Zhongnan, c'est-à-dire le Centre et le Sud, avec le Hubei, le Hunan, le Henan, le Jiangxi, le Guangdong, le Guangxi, ainsi que les municipalités de Canton et de Hankou ;
- l'aire du Xinan, c'est-à-dire le Sud-Ouest, avec le Sichuan, le Guizhou, le Yunnan, ainsi que la municipalité de Chongqing.

Cette division administrative, avec un haut degré de centralisation et de dépendance vis-à-vis du gouvernement central, durera jusqu'en 1954, dans le cadre de l'établissement d'une administration nationale.

Pour ce faire, le 31 janvier 1950 est mise en place une réforme générale de la fiscalité, uniformisant les impôts au niveau du pays. Ceux-ci sont désormais principalement des types suivants : agricole, industriel, commercial, salarial et sur les autres revenus secondaires.

Le 26 mars 1950, le budget devient logiquement national, avec une unification de la comptabilité financière au niveau gouvernemental, de la gestion de la monnaie par une banque centrale, ainsi que de la gestion et la conservation des denrées alimentaires.

Le 30 avril, la loi sur le mariage est instituée, avec l'interdiction des pratiques féodales (la polygamie, le meurtre des nouveaux nés, la vente des enfants, le concubinage, etc.) et la mise en valeur de l'égalité hommes-femmes.

Le 30 juin, le décret sur la réforme agraire amène la confiscation des terres des propriétaires fonciers et des paysans riches (soit 46 des 100 millions d'hectares de terres agricoles), qui sont redistribuées à 300 millions de personnes (soit environ la moitié de la population chinoise au lieu d'autour de 3 %).

Parallèlement à cela, l'État démocratique met en place une série de mesures afin d'assurer les besoins en énergie. Il y a ainsi les principales mines passant sous la supervision du ministère de l'Industrie du Charbon, les mines intermédiaires dont s'occupent les provinces, les préfectures ou les cantons et enfin les petites mines locales dont s'occupent des propriétaires privés ou bien des unités ouvrières, l'armée ou le village.

En juillet 1950 se tient dans ce cadre la première conférence pour la planification de l'industrie lourde dans le pays, alors qu'est officialisé un cadre juridique pour réprimer la contre-révolution.

Cela aboutira, le 20 février 1951, au Règlement sur la suppression des éléments contre-révolutionnaires, visant spécifiquement les bandits, les despotes locaux, les services secrets du Guomindang, des dirigeants des organisations réactionnaires, les sociétés secrètes.

Le premier octobre 1951, le système d'enseignement nouveau est mis en place, l'école commençant à l'âge de 7 ans, pour un cycle de 5 ans, dans un pays où 90 % de la population ne sait ni lire ni écrire.

Et, à l'arrière-plan, il y a une mobilisation générale pour la réorganisation du pays, notamment au moyen de l'Armée Populaire de Libération : réfection des digues, envois de vivres et de semences, établissement de bâtiments administratifs populaires, etc.

Cela correspond à l'objectif exposé par Mao Zedong le 30 juin 1949 dans *De la dictature démocratique populaire*, écrit à l'occasion de la Commémoration du 28e Anniversaire du Parti Communiste de Chine :

« A l'intérieur du pays, éveiller les masses populaires.

Cela signifie unir la classe ouvrière, la paysannerie, la petite bourgeoisie urbaine et la bourgeoisie nationale en vue de former un front uni placé sous la direction de la classe ouvrière et, à partir de là, édifier un État de dictature démocratique populaire dirigé par la classe ouvrière et basé sur l'alliance des ouvriers et des paysans. »

En octobre 1951, deux ans après la proclamation de la Chine populaire, Mao Zedong pouvait saluer la réussite de son établissement à la IIIe Assemblée de la Conférence consultative politique du peuple chinois.

La seconde étape : l'efficacité

La fin de la première étape se caractérise par une volonté de systématiser les acquis et de renforcer les fondements. C'est le sens de la campagne des « trois anti » lancée en décembre 1951 dans l'administration. Elle vise la corruption, le gaspillage et la bureaucratie.

Elle est immédiatement suivie de la campagne des « cinq anti », concernant l'industrie et le commerce, où sont visés les pots-de-vin, la fraude fiscale, le détournement des biens publics, la fraude dans les contrats publics, le vol d'informations économiques publics.

Dans les territoires libérés avant la victoire à l'échelle du pays, le Parti Communiste de Chine avait également mis en place des équipes d'entraides, composées de plusieurs familles, soit de manière temporaire, soit de manière permanente c'est-à-dire pour un projet sur plusieurs années. Cette pratique est généralisée à partir de février 1952 dans les campagnes, à des rythmes différents selon les régions.

De la même manière, les paysans sont poussés à partir de 1954 à s'organiser en coopératives ; à la fin de 1956, 70 % des 110 millions de familles paysannes l'avaient fait, la totalité l'année suivante. Commence en même temps l'établissement à titre expérimental de coopératives de type supérieur, avec socialisation des moyens de production ; le principe est de laisser un à deux hectares de lopin de terres restant privées.

Un manuel est diffusé pour ce faire, *L'essor du socialisme dans les campagnes chinoises*, rassemblant 176 documents sur la gestion d'une coopérative consistant en des compte-rendus, des reportages et des rapports.

Dans la préface initiale, Mao Zedong affirma qu'il faudrait quinze années pour mettre en place un pays socialiste au niveau économique, ce qu'il confirma dans la seconde préface faite deux mois plus tard :

« La ligne générale du Parti communiste chinois pour la période de transition du capitalisme au socialisme consiste à réaliser pour l'essentiel l'industrialisation du pays et en même temps la transformation socialiste de l'agriculture, de l'artisanat ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes.

Cette période de transition s'étendra sur quelque dix-huit ans, soit trois ans pour le relèvement plus trois quinquennats. »

Mao Zedong souligne que l'agriculture est transformée, alors que l'industrialisation est entièrement à faire. En effet, sur le plan industriel, en 1949, sur les 5000 usines, 346 seulement fonctionnaient encore. L'État avait alors immédiatement pris le rôle de guide, maîtrisant le tiers de la production industrielle par ailleurs très centralisée (la quasi totalité dans le Nord et à l'Est, principalement à Shanghai dont la production était destinée à une infime et opulente minorité, et une petite part au Centre et au Sud).

Rapidement c'est donc pratiquement la totalité de l'industrie qui passe sous la coupe étatique au milieu des années 1950, avec une gestion de l'ensemble de la vie sociale des nouveaux ouvriers (alimentation, logements, crèches, écoles, magasins...), alors qu'en décembre 1952 est lancé le premier plan quinquennal.

Ce plan est notamment une réussite sur le plan de la production de charbon, qui va doubler grâce à l'ouverture de nouveaux puits et la modernisation des anciens, en profitant de la grande aide des conseillers soviétiques.

C'est que, durant tout ce processus, les conseillers soviétiques sont présents à tous les niveaux, alors que les prêts soviétiques ont été extrêmement importants. La Chine, jusqu'en 1956, marche en tandem avec l'URSS.

Et c'est une réussite : entre 1949 et 1957, la production alimentaire a doublé ; entre 1949 et 1954, le taux moyen des revenus nationaux a connu chaque année une augmentation de 9 % en moyenne.

	charbon	acier	engrais chimique	pétrole brut	électricité	machines-outils
1952	64 millions de tonnes	1,9 millions de tonnes	194 000 tonnes	0,44 millions de tonnes	7,26 milliers de millions de kilowatts	13 734
1957	124 millions de tonnes (le double l'année suivante)	5,24 millions de tonnes	740 000 tonnes	2 millions de tonnes	19,3 milliers de millions de kilowatts	80 000

De 1952 à 1957, le secteur public, les coopératives et l'économie mêlant public et privé (formant le tiers de l'industrie) formaient un bloc passé de 21,3% à 92,9% de l'économie.

Sur le plan culturel, un Comité de recherche pour la réforme de l'écriture est mis en place en février 1952, ce qui donnera une simplification de 515 caractères complexes lors de la réforme du 28 janvier 1958.

Et le premier mars 1953 est mise en place la loi électorale concernant les assemblées populaires locales et l'Assemblée populaire nationales, avec des élections en mars et septembre 1953, ouvertes sans distinction :

« Tout citoyen de la République Populaire de Chine âgé de 18 ans est électeur, quels que soient sa nationalité, son sexe, sa profession, son origine sociale, sa religion, son degré d'instruction, son statut de propriété et son lieu de résidence. »

La première session de l'Assemblée populaire nationale se tiendra à la mi-septembre 1954, adoptant la Constitution et faisant de Mao Zedong le président de la République Populaire. La Commission d'État du Plan est également divisée en deux entités : la Commission du Plan d'État et la Commission de la Construction.

La crise de croissance et les cent fleurs

Si la jeune Chine populaire est parvenue à s'arracher au chaos généralisé, deux problèmes de fond se posent dans les années 1950. Tout d'abord, l'URSS devenue révisionniste rompit avec la Chine populaire, abandonnant toute aide et retirant ses conseillers et spécialistes, obligeant l'économie chinoise à se débrouiller littéralement sur le tas.

Ensuite, Mao Zedong avait compris que quelque chose n'allait pas et cela dépassait la question de la répression de la contre-révolution, qui connut une nouvelle étape en 1955 avec la « *Directive de lancement de la lutte pour éradiquer les éléments contre-révolutionnaires cachés* », afin de débarrasser l'État des éléments opportunistes agissant pour la réaction, notamment le Guomindang, qui de son côté avait fait de l'île de Taïwan sa base, avec l'appui américain.

L'idée de Mao Zedong était simple : il y avait un esprit administratif qui tendait à prédominer dans la gestion, avec une mentalité favorable aux prises de décisions unilatérales. Il y avait une sorte de copiage passif du modèle soviétique. Il fallait donc en terminer avec cela et lancer un mouvement d'initiatives diverses, afin de dépasser toute sclérose.

Aussi, deux initiatives furent-elles prises. La première, en avril 1956, est la campagne des cent fleurs. La seconde, c'est la publication par Mao Zedong d'un ouvrage synthétisant la campagne : *De la juste résolution des contradictions au sein du peuple*.

Mao Zedong dit ainsi :

« Les contradictions entre nous et nos ennemis sont des contradictions antagonistes. Au sein du peuple, les contradictions entre travailleurs ne sont pas antagonistes et les contradictions entre classe exploitée et classe exploiteuse présentent, outre leur aspect antagoniste, un aspect non antagoniste (...).

Sur quelle base les mots d'ordre « Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent » et « Coexistence à long terme et contrôle mutuel » ont-ils été lancés ?

Ils l'ont été d'après les conditions concrètes de la Chine, sur la base de la reconnaissance des différentes contradictions qui existent toujours dans la société socialiste et en raison du besoin urgent du pays d'accélérer son développement économique et culturel.

La politique « Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent » vise à stimuler le développement de l'art et le progrès de la science, ainsi que l'épanouissement de la culture socialiste dans notre pays. Dans les arts, formes différentes et styles différents devraient se développer librement, et dans les sciences, les écoles différentes s'affronter librement.

Il serait, à notre avis, préjudiciable au développement de l'art et de la science de recourir aux mesures administratives pour imposer tel style ou telle école et interdire tel autre style ou telle autre école.

Le vrai et le faux en art et en science est une question qui doit être résolue par la libre discussion dans les milieux artistiques et scientifiques, par la pratique de l'art et de la science et non par des méthodes simplistes.

Pour déterminer ce qui est juste et ce qui est erroné, l'épreuve du temps est souvent nécessaire. Au cours de l'Histoire, ce qui est nouveau et juste n'est souvent pas reconnu par la majorité des hommes au moment de son apparition et ne peut se développer que dans la lutte, à travers des vicissitudes.

Il arrive souvent qu'au début ce qui est juste et bon ne soit pas reconnu pour une "fleur odorante", mais considéré comme une "herbe vénéneuse". En leur temps, la théorie de Copernic sur le système solaire et la théorie de l'évolution de Darwin furent considérées comme erronées et elles ne s'imposèrent qu'après une lutte âpre et difficile.

L'histoire de notre pays offre nombre d'exemples semblables. Dans la société socialiste, les conditions nécessaires à la croissance des choses nouvelles sont foncièrement différentes, et bien meilleures que dans l'ancienne société. Cependant, il est encore fréquent que les forces naissantes soient refoulées et des opinions raisonnables étouffées.

Il arrive aussi qu'on entrave la croissance des choses nouvelles non par volonté délibérée de les étouffer, mais par manque de discernement. C'est pourquoi, pour déterminer ce qui est juste et ce qui est erroné en science et en art, il faut adopter une attitude prudente, encourager la libre discussion et se garder de tirer des conclusions hâtives.

Nous estimons que c'est une telle attitude qui permettra d'assurer au mieux le développement de la science et de l'art (...).

L'idéologie de la bourgeoisie et celle de la petite bourgeoisie trouveront sûrement à se manifester. A coup sûr, ces deux classes s'obstineront à s'affirmer par tous les moyens, dans les questions politiques et idéologiques.

Il est impossible qu'il en soit autrement. Nous ne devons pas recourir à des méthodes de répression pour les empêcher de s'exprimer ; nous devons le leur permettre, et en même temps engager un débat avec elles et critiquer leurs idées de façon appropriée.

Il est hors de doute que nous devons soumettre à la critique toute espèce d'idées erronées. Certes, on aurait tort de ne pas critiquer les idées erronées et de les regarder tranquillement se répandre partout et s'emparer du marché – toute erreur est à critiquer, toute herbe vénéneuse est à combattre.

Mais cette critique ne doit pas être dogmatique ; il faut écarter la méthode métaphysique et faire tout son possible pour employer la méthode dialectique. Une analyse

scientifique et une argumentation pleinement convaincante sont ici de rigueur. Une critique dogmatique ne donne aucun résultat.

Nous combattons toute herbe vénéneuse, mais il faut distinguer avec soin ce qui est réellement herbe vénéneuse et ce qui est réellement fleur odorante. Nous devons ensemble, les masses et nous, apprendre à faire soigneusement cette distinction et, en nous servant de méthodes correctes, lutter contre les herbes vénéneuses. »

Le grand bond en avant

Si Mao Zedong se doutait que des éléments petits-bourgeois et bourgeois pourraient abuser des cent fleurs, il découvrit toutefois rapidement que ce n'était pas la seule menace. En effet, les tenants d'un copiage passif du modèle soviétique suivaient le même chemin que dans les pays de l'Est, adoptant un style révisionniste, une idéologie révisionniste.

L'idéologie était passée à la trappe, au profit d'une simple gestion des choses courantes, ce qu'on appela historiquement la croyance en le développement passif des forces productives comme suffisant pour le socialisme.

Une expression essentielle de cela fut la suppression de la constitution du Parti, en 1956, de la « pensée Mao Zedong », lors de la première session du huitième congrès, le premier du Parti Communiste de Chine depuis la victoire de 1949.

Le Parti avait adopté la « pensée Mao Zedong » comme adaptation du marxisme-léninisme aux conditions chinoises lors de son septième congrès, du 23 avril au 11 juin 1945, où 754 délégués représentant 1,2 millions de membres du parti avaient soutenu le rapport de Mao Zedong intitulé « Du gouvernement de coalition ».

La suppression de la « pensée Mao Zedong » indiquait un changement d'orientation ou du moins la fin d'une étape, et Liu Shaoqi, le numéro deux du Parti Communiste de Chine, mentionna Mao Zedong quatre fois seulement dans son rapport en 1956, contre 104 fois en 1954.

Cependant, Mao Zedong avait compris que ce qui se jouait, à l'arrière-plan, c'était le modèle d'organisation de la Chine. Il impulsa ainsi ce qui fut dénommé le Grand Bond en Avant, décrété en août 1958 sur la base d'une mobilisation populaire en fait déjà commencée, comme prolongement de la « ligne générale pour la construction socialiste » établie lors du second plenum de la direction du Parti, en mai 1958.

Il s'agissait, à travers le second plan quinquennal concernant la période 1958-1962, d'établir un modèle autonome de développement, sans avoir à passer sous la coupe soviétique, ce que visaient en fait les révisionnistes chinois ne croyant pas possible un développement chinois qui lui soit propre.

C'est toute l'organisation étatique qui est ainsi bouleversée avec l'établissement de communes populaires. La première commune populaire s'était formée en avril 1958 à Weixing, dans la province du Henan.

Le 18 août 1958, le *Quotidien du peuple* expliqua le principe des communes populaires et le 29 le Comité Central du Parti Communiste de Chine publia une résolution, dite résolution de Beidahe du nom du lieu de la réunion, annonçant la mise en place des communes populaires.

La résolution explique qu'il y a un saut qualitatif historiquement nécessaire, une nouvelle combinaison des forces sociales qui doit opérer pour faire avancer les forces productives.

« Des communes populaires de grande envergure et à des fins multiples ont fait leur apparition et, en certains endroits, elles se sont déjà généralement développées. Ce développement a été très rapide dans certaines régions.

Il est extrêmement probable que, dans un proche avenir, un grand essor pour l'établissement des communes populaires va se produire dans le pays entier, et qui plus est, animé d'une force irrésistible.

La base du développement des communes populaires est principalement le grand bond en avant, généralisé et continu, de notre production agricole et l'élévation constante de la conscience politique de nos 500 millions de paysans.

On a développé dans l'agriculture une construction de base d'une ampleur sans précédent une fois que les défenseurs de la voie du capitalisme ont été fondamentalement battus sur le plan économique, politique et idéologique.

Ceci a créé une base nouvelle pour arriver pratiquement à éliminer l'inondation et la sécheresse et assurer un développement relativement stable de la production agricole. La production agricole a progressé par sauts et par bonds depuis que le conservatisme de droite a été surmonté et que les anciennes normes techniques dans l'agriculture ont été renversées (...).

Dans les circonstances actuelles, l'établissement des communes populaires qui comportent un complet développement dans les domaines de l'agriculture, la sylviculture, l'élevage, les occupations secondaires et la pêche, et qui combinent en un tout l'industrie (les ouvriers), l'agriculture (les paysans), l'échange (le commerce), la culture et l'éducation (les étudiants) et les affaires militaires (les soldats), est la ligne politique fondamentale indispensable pour conduire les paysans à accélérer la construction socialiste, à accomplir avant le terme fixé l'édification du socialisme et à réaliser la transition graduelle vers le communisme. »

Le 4 septembre, le règlement provisoire de la commune populaire de Weixing fut publié par le *Quotidien du peuple*, afin de servir d'exemple ; plus tard, le 10 décembre 1958, le Comité Central du Parti Communiste de Chine publia une nouvelle résolution, dite de Wuhan, pour améliorer la mise en place des communes populaires.

Le mouvement des coopératives avait en fait abouti à l'établissement de 750 000 de celles-ci à la fin de l'année 1958, avec pratiquement tous les paysans du pays : elles sont désormais unifiées par bloc de 5 000 (mais pouvant monter jusqu'à 20 000), formant un peu plus de 23 000 communes populaires.

Cette dernière combine toutes les activités à son échelle, que ce soit l'agriculture ou la petite industrie, l'éducation comme l'administration, les initiatives communautaires (crèches, jardin d'enfants, écoles, cantines...), comme la sécurité.

Le principe des cantines populaires est d'ailleurs la règle pour 80 % des communes populaires, avec deux services (un pour les personnes âgées et les enfants, un autre pour les travailleurs) et un service à domicile pour les personnes ne pouvant pas se déplacer.

Mais, outre de renforcer les valeurs collectives et de faire progresser le niveau d'organisation économique et l'hygiène, les communes populaires ont également été caractérisées par l'émergence de petites entités industrielles, apparaissant « comme des pousses de bambous après la pluie ».

Conformément en effet au principe de la résolution du 29 août 1958, l'objectif est l'autonomie des communes populaires, d'où la tentative pour chaque commune de fabriquer son engrais, de mettre en place des petits hauts fourneaux, de quatre-cinq mètres de haut en utilisant des briques et du mortier, afin pour produire de la fonte brute, de mettre en place et de gérer des réservoirs et des bassins, des puits et des canaux d'irrigation, etc.

D'où une organisation du travail extrêmement poussée (avec seize brigades, regroupant chacune sept équipes d'environ 200 personnes chacune) et une mobilisation laborieuse sans pareille : pour la seule année 1958, 580 millions de mètres cubes de terre ont été déplacés.

L'atmosphère des communes populaires

L'agronome français René Dumont publia en 1964 un article, *Les communes populaires rurales chinoises*, où il tente de décrire l'engouement des communes populaires, qui le dépassait alors.

« Quelle était l'ambiance de la nouvelle commune populaire ? Un égalitarisme échevelé. Il s'y introduisait des éléments de communisme.

Une fraction très importante de la récolte de céréales, celle qui est autoconsommée, était distribuée à chacun selon ses besoins. En d'autres termes, les céréales étaient données gratuitement dans les communes pauvres.

Dans les communes moyennes, on donnait les repas gratuitement. Dans les communes plus riches, on annonçait que toutes les dépenses courantes seraient gratuites : coiffeur, cinéma, jusqu'aux funérailles. Le résultat était une sorte d'allocations familiales.

Le couple sans enfants travaillait pour les huit ou dix enfants du voisin. Ceci était accompagné d'une vie plus collective, pour mobiliser, en faveur de la production, la majorité des femmes.

A cet effet, il fallait les délivrer de leurs tâches domestiques, d'où le réfectoire, les garderies d'enfants, les pouponnières. Et l'on créait des hospices de vieillards sans famille.

Cette forme de vie collective entraînait une certaine résistance de la part des paysans.

Autre caractère de la commune première manière.

L'ensemble des activités était dirigé à partir d'elle sans que pour autant une autonomie suffisante fût accordée aux organes fédérés des anciennes coopératives.

Ceux-ci étaient dorénavant dénommés « brigades » et « équipes » des communes. Les comptes étaient tenus à l'échelon de la commune (comptables, capables de diriger des masses d'ouvriers jusqu'à 9.000 travailleurs).

On a l'impression, en relisant les déclarations de décembre 1958, que les choses n'allaient pas très bien. Le système était trop compliqué pour qu'on pût diriger. Il y avait surcentralisation au sommet, et surinvestissement.

Un tiers de la récolte de 1958 était investie. Pour une très bonne récolte, cela pouvait se faire ; pour les mauvaises récoltes subséquentes, cela devenait impossible.

Quant à la surindustrialisation, jusqu'à l'autarcie, on voulait voir la commune subvenir à ses principaux besoins par ses propres industries.

Quand on constate que le nombre des industries correspond à celui des ouvriers employés dans la commune, on est amené à conclure que ces industries sont des ateliers : un apprentis, un hangar, sous lequel on découvre une petite machine et un ouvrier.

On voulait faire de tout, partout, dans l'ambiance du grand bond en avant, sans tenir compte de la rentabilité. Les ordres étaient formels, il fallait foncer dans le brouillard ; dépasser tous les records.

Cette tendance autarcique s'inscrivait dans les perspectives d'une guerre atomique, où la commune survivrait à la destruction des grands centres industriels du pays (...).

En Chine, on laboure les trottoirs des banlieues, les préaux des écoles, les bandes de terrains entre les ateliers d'usines, les bas-côtés des routes, les voies ferrées, les sentiers de diguettes, où l'on avance, un pied devant l'autre, entre deux rangées de haricots. Avec tout cela on réussit seulement à nourrir, au plus juste, et dans les meilleures conditions climatiques, la population chinoise. »

De fait, le Grand Bond en Avant fut marqué par un gigantesque effort d'étude de l'environnement, de compréhension de comment améliorer l'agriculture, de comment mobiliser en ce sens, de comment se relient les questions du climat, des sols et de l'habitat, etc.

C'était une mobilisation se dispersant, mais soucieuse d'appréhender l'ensemble de la situation au niveau d'une commune populaire, pour tous les aspects.

Et l'État lui-même était concerné au premier lieu, puisque en novembre 1957, il y avait ainsi eu une décentralisation significative concernant de nombreux éléments (entrepôts, centres de commerces...).

L'agriculture des communes populaires

L'universitaire français Mathieu Courgeau, dans une étude de 2009, Analyse-diagnostic agraire du canton de Danian, présente de la manière suivante les modifications au sein de l'agriculture chinoise au niveau local.

« En 1955, sous l'impulsion de cadres du Parti communiste, les paysans de chaque village sont organisés en équipes de travail de 25 à 50 personnes, soit cinq à dix familles par équipe.

Il y a une coopérative par village, soit trois à cinq équipes par coopératives. Les rizières et les terres sèches deviennent propriété collective de l'équipe de travail.

Les familles de chaque équipe travaillent désormais les terres (rizières et terres sèches) en commun.

En revanche, les paysans conservent en usufruit familial leurs animaux, leur jardin et leurs outils. En contrepartie de leur travail, chaque personne se voit attribuer des points par le comptable de l'équipe.

Les paysans ont effectué quelques aménagements hydrauliques : ils ont creusé des canaux pour étendre l'alimentation en eau à des parcelles qui n'en bénéficiaient pas jusqu'alors, souvent situées sur des versants éloignés d'une source.

Avant la réforme agraire, le partage de l'eau était inégalitaire, rendant ces aménagements inefficaces. Les paysans peuvent ainsi cultiver des variétés de riz glutineux à cycle plus long et à plus fort rendement sur les quelques dizaines de mu aménagés [1 mu équivalait à = 1/15e ha] (...).

La Commune populaire de Danian est mise en place dès 1958 : elle comprend sept brigades et une vingtaine de villages, soit environ 5000 personnes. Notre zone d'étude forme une brigade (la brigade de Gao Liao) et compte 900 personnes.

Les terres (rizières, bois, terres sèches et jardins) et les animaux (zébus, buffles, porcs, volaille...) deviennent propriétés de la Commune populaire. Les paysans perdent donc à la fois la propriété de leurs moyens de production et leur usufruit (qui est confié à la Commune).

Une organisation du travail très hiérarchisé et "à chacun selon ses besoins" Les anciennes équipes ont été redéfinies pour former des groupes de travail d'environ 100 à 150 personnes. Il y avait entre deux et trois groupes de travail par village.

La brigade est l'unité de compte de base, c'est-à-dire que toute la comptabilité (récolte, achat...) est menée à ce niveau.

Chacune est dirigée par un bureau composé de paysans théoriquement choisis par la population et validés par les cadres du Parti. Chaque groupe de travail avait aussi un chef, qui répartissait les tâches au sein du groupe.

Le bureau a en charge toute l'organisation communautaire au sein de la brigade, aussi bien au niveau de l'éducation que des travaux agricoles.

En ce qui concerne la production agricole, la répartition du travail et tous les actes techniques sont dirigés par le bureau. Il n'y a aucune place pour l'initiative individuelle ou familiale.

Le système de points travail est abandonné, le travail n'est plus rémunéré. On applique la théorie communiste "à chacun selon ses besoins", en distribuant gratuitement les repas dans une cantine collective. »

Les communes populaires et le rôle du Parti

L'universitaire français Pierre Trollet, dans un article de 1962 intitulé « Les communes populaires rurales chinoises », décrit comme suit l'intervention du Parti dans la commune populaire :

« Un article du Beijing Ribao du 16 octobre 1959 nous décrit le rôle et le fonctionnement d'une organisation de base du Parti — nous dirons une cellule au niveau d'une brigade de production.

Chaque membre de la cellule [dirigée par un Comité de 5 membres et un secrétaire] a en charge une équipe de production, il participe au travail de cette équipe, transmet les résolutions du Comité, aide et relaie les cadres dans leurs tâches.

Tous les problèmes importants : planification, statistiques, dépenses, organisation du travail, tâches extraordinaires, sont discutés par la cellule qui, après avoir émis son avis, le soumet au Comité de brigade pour exécution, après étude.

Une des tâches essentielles de la cellule est l'éducation idéologique des membres de la brigade; sur ce plan, son activité se manifeste selon deux voies : un meeting mensuel où l'on procède à la critique et à l'autocritique; des leçons politiques concernant l'histoire du Parti, ses enseignements, ses méthodes.

Une attention constante doit être prêtée au niveau idéologique de la population pour en découvrir à temps les faiblesses et y apporter remède.

Pour toute affaire importante, et en particulier la planification, la cellule doit s'attacher à consulter l'opinion des masses et s'efforcer de leur faire comprendre le sens de ce qui leur est demandé.

Enfin, rôle social du Parti : en contact constant avec les masses, les membres de la cellule sont à même d'en connaître les besoins, les problèmes, les difficultés dans tel ou tel domaine.

Leur rôle est alors d'intervenir afin qu'une solution soit apportée à tel problème, que telle difficulté soit aplanie, que ce soit à propos de nourriture, de vêtements, de loisirs, etc.

Cette tâche est extrêmement importante; menée à bien, elle entraîne le développement de bonnes et étroites relations entre le Parti et les masses.

Le système du « deux-cinq », valable également pour tous les cadres, est pour beaucoup dans la qualité du travail accompli par les responsables du Parti. Ce système appliqué pour la première fois dans la commune Shengguan au Hebei en 1960 est maintenant généralisé.

« Deux-cinq », formule télégraphique chère aux Chinois, signifie : consacrer, au cours de la semaine, deux jours à l'étude et cinq au travail dans les champs ou à l'atelier.

Pendant ces 5 jours, 4 séries de tâches incombent aux membres des cellules : tirer les leçons de l'expérience acquise au contact des masses et des cadres de bases; participer à la production aux différents postes ; développer le niveau idéologique des travailleurs sur le front de la production; aider les responsables des équipes dans leur travail de direction.

Des deux jours consacrés à l'étude, le premier est réservé à la lecture des œuvres de Mao Zedong et des théories du Parti, le second à l'analyse du travail, de la production et aux meetings. »

Le cadre général de l'agriculture chinoise et les communes populaires

Les communes populaires furent largement dénoncées à travers le monde par tous les courants anti-populaires qui soient et, quelques décennies après, il y eut l'accusation d'avoir provoqué une famine conduisant à la mort entre 18 et 36 millions de personnes.

En réalité, au-delà des difficultés, les années 1959, 1960 et 1961 furent marquées par de terribles sécheresses, dans un contexte historique propre à la Chine depuis des siècles, voire des millénaires.

Voici une sommaire présentation de cet arrière-plan par Pierre Trolliet, dans son article de 1962, « Les communes populaires rurales chinoises » :

« Dans l'appréciation de la politique économique de la Chine, on ne tiendra jamais assez compte de l'ensemble des caractères géographiques bien particuliers du territoire chinois.

Il serait évidemment trop long d'entrer dans le détail, et nous essayerons d'en tracer un bref tableau :

— 86 % du territoire sont situés à plus de 500 m d'altitude — dont plus de 18,5 % dépassant 5 000 m ;

— un climat aussi varié que complexe (vents cycloniques d'une grande violence, vents de mousson, pluies extrêmement irrégulières, tombant dans la plupart des cas sous forme d'averses violentes, périodes de gelée très longues au nord, occasionnelles mais catastrophiques au sud), des sols de pentes (pour la grande majorité), entièrement

dépourvus d'arbres depuis des générations, faits dans la plupart des cas d'éléments extrêmement meubles — tandis que les meilleurs sols, excellents d'ailleurs (Grande Plaine du Nord ou Bassin du Yangzi par exemple), supportent avec toutes les conséquences que cela entraîne une exploitation de la plus haute intensité depuis des siècles et des siècles et sont la proie d'inondations dont la fréquence n'a d'égale que l'ampleur.

En un mot, tout concourt à faire de la Chine le pays par excellence des sécheresses, des inondations et de l'érosion. Hydraulique agricole, protection et fertilisation des sols sont des tâches vitales pour la Chine, tâches qui doivent être accomplies à une échelle continentale (9 600 000 km²) (Europe 10 000 000). »

Le Centre de Création Industrielle du Centre Georges Pompidou à Paris organisa en 1982 une exposition intitulée « Environnement quotidien en Chine ». On y trouve une présentation de la Chine et de la question agricole, notamment de l'organisation rurale avec une présentation des communes populaires encore largement fondée sur le modèle du Grand bond en avant, pourtant déjà largement remis en cause.

Cela reflète le fait que le passage des coopératives aux communes populaires a été essentiel pour asseoir une agriculture chinoise sortant de l'arriération totale, à travers mille difficultés. Même la remise en cause des communes populaires ne peut pas masquer, en 1982, que celles-ci ont établi la base de la société chinoise moderne :

« 10 % du territoire seulement sont en culture.

Une surface cultivée difficile à accroître et inégalement répartie : les gains de terre arable par défrichements ont tendance à être compensés par un développement urbain et industriel au détriment de terres agricoles périurbaines ; la population agricole reste concentrée dans la partie orientale du territoire, et notamment dans les vallées des grands fleuves.

LA NATURE DOIT ÊTRE AMÉNAGÉE AVANT QU'ON PUISSE Y VIVRE .

Trop ou trop peu d'eau

Le cours capricieux des grands fleuves -surtout le fleuve Jaune (Huang He et le fleuve Bleu (Yangzi)- a toujours imposé la construction de digues, de barrages régulateurs : le Huang He est par endroits littéralement suspendu au-dessus des campagnes.

L'irrigation, travail ancestral, s'appuie sur tout un système de canaux, de norias [Machine hydraulique à godets, qui sert à élever l'eau, à irriguer], etc., aujourd'hui assisté par la motopompe.

Menace d'érosion

Dans les secteurs les plus menacés, 10 000 t par km²/année de terre fertile emportée ; 1 000 000 000 t de terre charriées chaque année par le fleuve Jaune. Les milliers de terrasses à banquettes ont remodelé, depuis des siècles, le paysage chinois.

Le reboisement -"rendre la Chine verdoyante"- est un moyen de prévention de l'érosion largement utilisé sous forme de grandes plantations, de rideaux forestiers le long des voies de communication et des canaux d'irrigation ; il permet la stabilisation des sables et du loess dans les régions désertiques ; il reconstitue la réserve forestière.

LA DÉMOGRAPHIE.

Dans le monde, 1 habitant sur 4 est Chinois

1949 : environ 540 000 000 hab.

1980 : environ 1 000 000 000 hab.

L'ORGANISATION RURALE – LA COMMUNE POPULAIRE

Provinces (30) dont 5 régions autonomes et 3 municipalités

Préfectures (209)

Districts (2 137)

Communes populaires (environ 50 000)

Brigades (environ 700 000)

Équipes (environ 4 millions)

Équipe de production.

Regroupe la population d'un village ou le quartier d'un bourg.

Possède ses moyens de production :

- quelques engins de culture
- les animaux de trait
- les outils
- des élevages de petits animaux.

Est responsable de l'organisation de sa production. Doit garantir à l'État un certain quota à prix fixé et peut ensuite vendre librement son excédent.

La propriété privée de chaque membre de l'équipe est représentée par :

- sa maison
- ses biens domestiques
- quelques animaux
- la récolte de son lopin de terre

Brigade de production.

Regroupe la population d'un gros village ou de plusieurs hameaux.

Regroupe un certain nombre d'équipes.

Possède des moyens de production plus importants :

- tracteurs, motoculteurs, pompes, etc ...
- ateliers de réparation, d'entretien, de transformation de produits agricoles (moulins à riz, à huile, etc . . .).

Gère certains services publics :

- dispensaire
- école primaire Commune populaire.

Regroupe plusieurs brigades de production. Est dirigée par une Assemblée Populaire réunissant des délégués des équipes et brigades, des cadres administratifs.

Possède et administre des moyens de production à un échelon plus élevé :

- gros matériel
- système d'irrigation
- usines et ateliers divers (engrais, motoculteurs, transformation de produits agricoles, etc...).

Exerce les fonctions administratives de :

- sécurité publique
- culture
- hygiène
- commerce.

Gère divers services publics :

- petit hôpital
- école secondaire de premier cycle. »

La bataille autour du Grand Bond en Avant

Le Grand Bond en Avant marqua la défaite pratiquement immédiate des révisionnistes ne croyant pas en un développement chinois indépendant et entendant soumettre la Chine populaire à l'URSS révisionniste.

Leur défaite eut lieu à la conférence de Lu Shan en juillet 1959, où Peng Dehuai, ministre de la défense pro-soviétique, est obligé de démissionner, comme point culminant d'une Campagne anti-droitiste, qui de 1957 à 1959 mit de côté les tenants d'une telle ligne. La tentative de l'URSS de satelliser la Chine populaire avait totalement échoué.

En réponse, l'URSS fit du jour au lendemain quitter le territoire chinois à ses 15 000 ingénieurs et employés, après avoir également détruit tous les plans en leur possession. Cela a mis un frein brutal à la production industrielle, qui chuta de 38 % en 1961 (puis de 16 % en 1962).

La situation se compliqua d'autant plus qu'il eut d'immenses catastrophes climatiques en 1959 et en 1960 fragilisaient l'entreprise, alors que l'élan égalitariste était bien trop poussé et en décalage avec le niveau historique des masses paysannes chinoises. La production agricole baissa ainsi de 13 % en 1959 et de 14 % en 1960.

Un aspect important est l'incompréhension alors de la Biosphère, au sens à la transformation de la Nature obéissait à une lecture anthropocentriste perdant le fil. Si la démarche changea radicalement avec la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, la ligne appliquée fut erronée sur ce plan dans les années du Grand Bond en Avant, telle la campagne des *Quatre Parasites* contre les moineaux, les rats, les mouches et les moustiques.

On pensait alors ces animaux simplement en concurrence avec les humains : leur extermination améliorerait la situation, étant calculé que les rats consommaient 350 millions de kilos de nourriture, et chaque moineau 3 kilos de céréales.

C'était là une erreur subjectiviste, qui séparait de façon abstraite ces animaux de la biosphère en général : le fait de détruire les nids et d'effrayer les oiseaux (par exemple en tapant avec des casseroles) encourageant la prolifération des insectes, etc.

Les catastrophes climatiques de 1961, frappant la moitié des terres cultivées, avec principalement la sécheresse, provoqua même une pénurie alimentaire, nécessitant l'achat de cinq millions de tonnes de céréales sur le marché international, alors que la production agricole était tombée au même niveau qu'en 1952.

Cela fut pris comme prétexte par une nouvelle fraction révisionniste pour aller à l'encontre du Grand Bond en Avant et de ses mobilisations populaires. Celle-ci parvint à mettre Mao Zedong de côté, à dissoudre en janvier 1961 les communes populaires, rétablissant la petite production paysanne privée ainsi que les marchés pour ces produits.

Du 11 janvier au 7 février 1962 se tint alors la Conférence des 7 000 cadres, où Liu Shaoqi, le numéro deux du Parti, prit les commandes du Parti Communiste de Chine, affirmant que la majorité des décès avait comme origine des erreurs humaines provoquées par le Grand Bond en Avant.

Il imposa une décentralisation économique de l'agriculture et une certaine ouverture des marchés, la mise en place de petites entreprises privées agricoles employant des travailleurs, ce que résume son allié, Deng Xiaoping, en affirmant que :

« Si elle augmente la production, l'agriculture privée est tolérable. Peu importe que le chat soit noir ou blanc pourvu qu'il attrape des souris. »

Cette politique était appelée *sanzi yibao*, soit trois libertés et un contrat, puisque sur la base d'un foyer on pouvait accéder à un lopin de terre privé, monter une entreprise et mettre la production sur un marché libre.

Elle allait de pair avec une vision sombre, voire désespérée de la situation chinoise.

Mao Zedong laissa se mettre en place cette ligne, afin de faire en sorte qu'elle apparaisse au grand jour, pour la contrecarrer dans la foulée par le Mouvement d'éducation socialiste, dont le mot d'ordre était « Ne jamais oublier la lutte des classes ! » et qui s'étala de 1962 à 1965, en s'appuyant sur trois anciens textes de Mao Zedong (les « trois anciens articles constamment lus ») :

- En mémoire de Norman Béthune (21 décembre 1939) ;
- Servir le peuple (8 septembre 1944) ;
- Comment Yukong a déplacé les montagnes (11 juin 1945).

Un moment important fut ici, en 1963, la campagne appelant à suivre l'exemple de Lei Feng (1940-1962), un fils de paysan devenu soldat, engagé de manière exemplaire et qui prenait des notes quant à sa réflexion à ce sujet, et décédé dans un accident de la route. De la même manière, l'éditorial du 1er février 1964 du *Quotidien du peuple* appelle à « apprendre de l'Armée Populaire de Libération ».

La commune agricole de Dazhai et le champ pétrolifère de Daqing furent alors particulièrement valorisées également, dans un vaste mouvement de confrontation avec la ligne mise en place par Liu Shaoqi.

La commune agricole de Dazhai, avec à sa tête Cheng Yonggui, se situait dans le nord du Shanxi, sur un territoire peu propice à l'agriculture mais une réorganisation complète menée par les paysans permit de transcender la situation.

Le champ pétrolifère de Daqing, dans la province du Heilongjiang, a pareillement été productif, avec notamment la figure de Wang Jinxi, malgré des conditions extrêmement difficiles, devenant même la principale source de pétrole pour la Chine et lui permettant l'indépendance en ce domaine.

Dans la même perspective, à l'automne 1964, 270 000 étudiants et lycéens, rejoints par 1000 chercheurs de l'Académie des sciences, quittèrent Pékin et Shanghai pour travailler un temps dans les campagnes.

Le Mouvement d'éducation socialiste visait à renforcer l'attention des cadres quant à la menace que présentait la libéralisation économique, à particulièrement viser une corruption rampante dans les campagnes, à renforcer la dynamique idéologique face aux défis qu'avaient représenté les calamités naturelles.

Il était ainsi appelé aux « quatre nettoyages » : vérifier pour chaque cadre les livres de comptabilité et l'allocation des points selon le travail mené, ainsi que les stocks collectifs de grains et la propriété publique. L'expression fut consacrée lors de 23 articles rassemblés et publiés en janvier 1965 par le Parti, s'élargissant par la même occasion à la politique, l'économie, l'organisation et l'idéologie.

Au même moment, Jianq Qing, par ailleurs la femme de Mao Zedong, prit la tête de l'opéra de Pékin ; de cette période datent les opéras *La Légende de la lanterne rouge* et *L'attaque surprise du tigre blanc*, ainsi que le ballet *Le Détachement féminin rouge*, tous trois de 1964.

C'était un grand rétablissement de la ligne rouge et la campagne se transformait en fait en affrontement avec ceux qui commençaient à être appelés « les partisans de la voie capitaliste au pouvoir dans le Parti ».

Les « trois bannières rouges » - la ligne générale de construction socialiste, le Grand Bond en Avant et les communes populaires – conduisaient, dans la bataille de la lutte des classes, à la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne.